

« LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE

Alain Gresh, journaliste au *Monde diplomatique*, est un fin observateur de la vie politique et sociale. La situation, en France et en Europe, en cette période « post-Charlie », le préoccupe. Interview.

Propos recueillis par Denis Desbonnet (CSCE)

Jamais la société française n'a été aussi islamophobe. Parallèlement, le nombre d'actes antisémites augmente. Et les partis d'extrême droite prospèrent un peu partout en Europe, tandis que la contestation sociale, elle, est de plus en plus étouffée. Où va la France ? Où va l'Europe ? Le bouleversement de la situation politique en Grèce constitue-t-elle un espoir ? L'analyse d'Alain Gresh.

Ensemble ! : Comment se porte la France aujourd'hui, dans l'immédiat « après-Charlie » ?

Alain Gresh : La France, comme d'autres pays, traverse une période très difficile, très dure. La crise économique et sociale qu'elle traverse est sans doute la plus grave depuis les années 1930 : taux de chômage sans précédent et sévère chute du niveau de vie des classes populaires. C'est un premier facteur déstabilisant. Signalons toutefois qu'il existe une différence de taille avec l'époque d'avant-guerre : de nos jours, aucun parti ne se prononce ouvertement pour la fin de la démocratie. Exception faite de la Grèce (Aube dorée) et de certains pays d'Europe de l'Est, les grands partis populistes d'extrême droite européens – en ce compris le FN

algérienne, une marocaine, sans compter les citoyens qui sont Français depuis deux ou trois générations... Alors qu'on présente les choses comme s'il s'agissait d'une seule communauté, cohérente et menaçante. Les gens parlent d'« insécurité culturelle », ils « ne sentent plus chez eux ».

N'assiste-t-on pas à une récupération sécuritaire et « va-t-en guerre » de la part du parti socialiste français, et singulièrement de François Hollande ?

Le ralliement de la social-démocratie aux thèses sécuritaires ne date pas d'hier, mais déjà d'une bonne dizaine d'années, du moins sur le plan intérieur. Le PS français a fait depuis longtemps son *aggiornamento* (c'est le mot qu'ils ont utilisé) sur cette thématique, en s'alignant sur les positions de la droite.

Ce qui est nouveau, par contre, c'est qu'au niveau international, jamais la France ne s'était à ce point engagée comme aujourd'hui : au Sahel, au Mali, en Centre-Afrique, en Irak... Cet exceptionnel déploiement militaire de la France à l'étranger en fait une cible directe pour les organisations combattantes hostiles à ces interventions. Cela la désigne comme cible de représailles. Quand on sait le crédit et la sympathie dont jouissait la France au Moyen-Orient, et au-delà dans le monde arabe, on mesure le chemin parcouru à rebours en vingt ans !

Mais revenons-en au débat « post-Charlie ». On a assisté, en France, à une fausse unanimité, une « union nationale » très artificielle. Beaucoup de gens ont, à juste titre, été bouleversés par les nombreux morts, ces attentats inadmissibles, avec un caractère clairement raciste dans le cas de l'attaque contre l'hyper marché casher. Mais les raisons pour lesquelles ils ont défilé lors de la grande manifestation « républicaine » sont

très diverses. Et ils l'ont fait derrière des dirigeants qui sont loin d'être des exemples en matière de démocratie, des droits de l'Homme et de la liberté d'expression. Tels le Premier ministre israélien, ou le ministre des Affaires étrangères égyptien...

Quoi qu'il en soit, ces événements traumatisants et l'unanimité de façade qu'ils ont provoqué ne vont pas bou-

« On a assisté, en France, à une fausse unanimité, une « union nationale » très artificielle. »

- n'en sont plus là. Mais la montée des partis d'extrême droite en France et en Europe n'en reste pas moins très inquiétante. En France, le FN est devenu le principal parti aux élections européennes et aux récentes partielles. Cette poussée reflète la méfiance croissante de la population envers les partis politiques, comme d'ailleurs envers les grands médias. Par ailleurs, depuis l'attentat de Charlie Hebdo, on assiste à une aggravation de l'islamophobie. La communauté musulmane est devenue une cible. Ou plutôt les communautés musulmanes : il y en a une



Alain Gresh, journaliste au Monde diplo :
« La Grèce est peut-être l'espoir de l'Europe. »

EST DEVENUE UNE CIBLE »



Certains sont plus Charlie que d'autres : les musulmans sont de plus en plus les cibles du racisme.

leverser le climat politique en France. La vie politique a d'ailleurs déjà repris son cours. La cote de Hollande recommence déjà à baisser, après un rétablissement très provisoire et conjoncturel.

Par contre, l'islamophobie, elle, a atteint un niveau inédit. Un enfant de 8 ans a été convoqué à la police, avec son père, parce qu'il aurait tenu des propos antisémites. Des élèves sont dénoncés par leur chef d'établissement pour les mêmes raisons ! La population musulmane est plus que jamais la cible de répression et de racisme : c'est très inquiétant.

Cette instrumentalisation au nom l' « union sacrée » ne vise-t-elle pas à imposer le consensus et la « paix sociale », pour enrayer le mouvement de contestation, les grèves ?

Il y a bel et bien une telle utilisation. Cependant, il n'y a actuellement pas de perspective de réelle « union sacrée », au sens d'un accord entre la droite et la gauche sur cet axe. La droite pense que cette majorité présidentielle – et cette présidence – est en crise. Ce qui est vrai, d'ailleurs : la cote de popularité de Hollande est très basse, malgré la petite remontée après les attentats de Paris.

Cela dit, il est clair que ce climat de peur et de « lutte contre le terrorisme » est utilisé contre les luttes sociales. Mais celles-ci étaient déjà étouffées bien avant les récents événements. Le problème fondamental est que les gens ne voient pas de perspective. Ils ne croient

pas qu'une autre politique soit possible.

Ce qui va peut-être changer la donne, c'est la Grèce. Pour la première fois depuis vingt ans, on entrevoit une alternative, on se remet à croire qu'une autre politique est envisageable. Cela pourrait débloquer la situation. Je l'espère, car c'est nécessaire, pour donner un débouché au mécontentement social, qui est très, très fort, dans le pays.

« La population musulmane est plus que jamais la cible de répression et de racisme : c'est très inquiétant. »

Sans quoi, on risque une « lepénisation » de la politique française ?

Ah, oui. D'ailleurs, c'est déjà le cas. La capacité du FN de fixer l'ordre du jour politique est frappante. Dans son sillage, tous les partis présentent les choses comme si les questions essentielles étaient celles de l'immigration et de la sécurité. Je dis pas qu'elles ne sont pas importantes, mais si elles sont devenues aussi prépondérantes, c'est clairement en raison de la surenchère médiatique et politique autour de ces thèmes. C'est à qui se montrera le plus dur, par sensationnalisme ou par électoralisme. Avec Manuel Valls, c'est flagrant. Avant, sur ces sujets, la gauche avait un double dis- ➤

« Comment s'étonner que la confusion soit entretenue entre Juifs, Israéliens et sionistes ? L'Etat d'Israël porte une immense responsabilité dans cette situation. »

⇒ cours. Aujourd'hui, elle n'a plus qu'un discours : un discours de droite !

Face à ce constat très préoccupant, qu'est-ce qui pourrait faire pencher la balance dans un sens plus progressiste ?

Je le répète : l'avenir se joue en partie en Grèce. Si le gouvernement grec se montre capable d'incarner une autre voie, de mettre en question le « *Il n'y a pas d'alternative* » hérité de Thatcher, là, il y aura quelque chose qui pourra s'ouvrir... On le voit notamment avec l'apparition de Podemos. Certes, le programme de Syriza n'est pas « révolutionnaire » : il ne prétend pas renverser l'ordre existant. Mais il peut impulser de vrais changements en faveur de la solidarité, en mettant les intérêts des plus défavorisés au coeur de la bataille économique. Cela peut offrir une réponse au défi que nous pose l'extrême droite, permettre de recréer un rapport de force qui nous fasse sortir de ce sentiment d'impuissance, voire de désespoir, parmi les couches populaires.

On assiste depuis des années à une islamophobie croissante, partout en Europe. Et, symétriquement, à la montée d'une forme nouvelle d'antisémitisme parmi certains concitoyens de confession (ou de culture) musulmane. Une polarisation incarnée par les tandems Zemmour-Houellebecq versus Dieudonné-Soral...

On ne peut pas comprendre tout cela, ces dérives symétriques dont vous parlez, sans prendre en compte la dimension internationale du problème. Et, d'abord, l'influence du conflit israélo-palestinien. Dans une certaine mesure, les derniers événements confirment l'importance de celui-ci, en France et ailleurs en Europe. Cela joue un rôle déterminant sur la perception réciproque d'une partie de nos concitoyens juifs, d'une part, et musulmans, de l'autre.

Ensuite, il est vrai qu'il y a une montée des actes de violence mutuels entre une petite fraction de ces communautés respectives, tant antisémites qu'islamophobes. La différence, c'est que les dérapages antisémites, même s'ils augmentent, restent minoritaires. Et ils sont unanimement dénoncés. Ils ne bénéficient du soutien d'aucun parti politique, pas même du FN... L'islamophobie, en revanche, est soutenue – pas toujours ouvertement, mais bien dans les faits – par quasiment tous les partis, et par une large partie des médias. Et plus encore depuis les attentats.

Il est vrai aussi que l'on assiste à une recrudescence des actes violents contre la communauté juive : l'atten-

battre ces actes, et ces groupes, qui sont prêts à assassiner froidement.

Mais l'Occident ne peut pas penser que sa politique internationale n'aura pas d'effets en retour sur son territoire. L'affaire Charlie Hebdo le prouve : il est clairement en lien, même lointain, avec les interventions françaises au Mali et en Irak.

Il faut aussi dire aussi que l'Etat d'Israël porte une immense responsabilité dans cette situation : des citoyens juifs de France sont quasiment considérés comme des citoyens israéliens ; certains font leur service militaire en Israël ; Netanyahu encourage les Juifs de France à émigrer dans « leur » pays... Et que dire des horribles massacres de civils palestiniens lors des deux interventions israéliennes à Gaza, avec les crimes de guerre ? Malgré tout, la majeure partie de nos citoyens juifs de France, et des Juifs d'Europe, continuent d'apporter leur soutien à cette politique. Comment s'étonner, dès lors, si nos compatriotes juifs sont vus par une partie

« Si le gouvernement grec se montre capable d'incarner une autre voie, il y aura quelque chose qui pourra s'ouvrir. »

de nos compatriotes d'origine musulmane comme des alliés inconditionnels d'Israël ? Comment s'étonner que la confusion soit entretenue entre Juifs, Israéliens et sionistes ?

Il est clair que tout cela favorise l'antisémitisme chez nous, comme dans le monde arabe.

D'où ce sentiment, chez la majorité de nos concitoyens « arabo-musulmans », d'une politique de « deux poids, deux mesures » ? Surtout de la part d'un pays comme la France, qui se targue d'être le berceau et le modèle des Droits de l'Homme ?

Ils se demandent comment la France peut se comporter ainsi, du point de vue du droit international. Alors que, fondamentalement, les choses sont claires : il y a un occupant et un occupé. Et Israël refuse d'appliquer les conventions internationales et les résolutions de l'ONU, poursuit la colonisation, etc.

C'est là qu'il y aurait une véritable action à mener : la France et, plus globalement, l'Europe, devraient exercer une pression ! Cette politique, au contraire de celle appliquée actuellement, aurait en retour des conséquences positives chez nous. Elle restaurerait notre image dans le monde arabe, et chez l'ensemble des musulmans. □

« Les gens ne voient pas de perspective. Ils ne croient pas qu'une autre politique soit possible. »